



[Télécharger sous pdf](#) | [s'abonner gratuitement](#) | [Numéros précédents](#) disponible en [espagnol](#), en [portugais](#) et en [anglais](#)

## Numéro 141 - Avril 2009

### NOTRE OPINION

- [La FAO ne peut pas se laisser « distraire » de sa mission de promouvoir les plantations](#)

### LES COMMUNAUTÉS ET LES FORÊTS

- [Bolivie : pour la protection des derniers peuples autochtones isolés](#)
- [Inde : des Lepchas arrêtés pour leur opposition à un projet de grand barrage hydroélectrique](#)
- ['Save the Mekong', une coalition pour maintenir le fleuve en vie](#)
- [Ouganda : les Batwa publient une déclaration où ils demandent la reconnaissance de leurs droits](#)

### LES COMMUNAUTÉS ET LA MONOCULTURE D'ARBRES

- [Brésil : le Jour de la femme, les paysannes luttent contre les plantations forestières](#)
- [La Chine confrontée à deux fléaux : le déboisement et la monoculture d'arbres](#)
- [Mozambique : un projet de plantation de pins sème le malheur chez 31 familles du Nord](#)
- [Venezuela : l'expropriation des plantations d'arbres de Smurfit, une mesure pleine d'avenir](#)
- [Brésil : occupation des plantations d'arbres de Veracel pour réclamer la réforme agraire](#)

### DECLARATION DU RENCONTRE INTERNATIONALE DU WRM

- [Déclaration d'Heredia sur le climat, les forêts et les plantations](#)

### PLUS DES PLANTATIONS

- [Un cas d'ignorance délibérée : la FAO et les plantations industrielles d'arbres](#)
- [Le FSC : de plus en plus seul sur le chemin de la certification des plantations d'arbres](#)
- [Nouveaux outils d'information du WRM](#)

## NOTRE OPINION

### **– La FAO ne peut pas se laisser « distraire » de sa mission de promouvoir les plantations**

La FAO a publié ces derniers temps l'édition 2009 de son rapport « Situation des forêts du monde » où, comme d'habitude, les plantations sont comptées parmi les « forêts ». En dépit de toutes les évidences rapportées par le WRM et par d'autres, qui prouvent que les plantations d'arbres en régime de monoculture sont désastreuses pour la société et l'environnement (et provoquent même la destruction des forêts), la FAO continue d'offrir un déguisement écologiste à cette industrie en définissant les plantations d'arbres comme des « forêts plantées ».

Au moment de décrire la situation en Amérique latine, le rapport de la FAO dit que « les forêts plantées s'étendront » mais que « le taux de plantation accéléré ne compensera pas la déforestation continue ». Dans le langage de la FAO, cela veut dire que si on faisait une plantation d'eucalyptus sur une surface équivalente à la surface déboisée, le déboisement serait « compensé », et donc il n'aurait pas eu lieu. Pour le dire de la manière la plus simple possible, selon la FAO, 5 bananes moins 5 pommes = 0 bananes.

Comment peut-on mettre une forêt tropicale biologiquement diverse sur le même pied qu'une plantation d'une seule essence exotique ? Pour la FAO, la réponse est simple : les deux produisent du bois. La FAO ne le dit pas mais un exemple suffit à le prouver. Avant 2000, la FAO ne définissait pas les plantations de caoutchoutiers comme des « forêts plantées ». Or, en 2000, ces plantations sont soudain devenues des « forêts plantées ». La raison principale de ce miracle est que, le prix du caoutchouc s'étant effondré, on a commencé à abattre les caoutchoutiers pour fabriquer des produits en bois. Devenues des fournisseuses de bois, ces plantations ont donc mérité de figurer parmi les « forêts plantées » parce que, pour la FAO, une forêt est tout simplement un système qui produit du bois.

Bien entendu, cela est absurde. Il est évident que les plantations d'arbres n'ont rien en commun avec les écosystèmes forestiers. Tandis que ces derniers hébergent et nourrissent d'innombrables espèces de la flore et la faune indigènes, les plantations manquent de toute diversité. Tandis que les forêts régulent le cycle de l'eau, les plantations en épuisent les réserves. Tandis que les plantations provoquent l'exportation des nutriments du sol, les forêts les recyclent sans cesse. Tandis que les forêts assurent la subsistance des peuples qui les habitent, les plantations détruisent les ressources dont ils dépendent.

Il est important de souligner que la définition des forêts n'est pas un problème théorique ou linguistique : il s'agit d'une affaire politique qui a de graves conséquences écologiques et sociales. Le fait de dire que les plantations sont des forêts favorise les entreprises – surtout les entreprises de plantation – et met en position de faiblesse les populations locales qui s'y opposent pour défendre leurs moyens d'existence. La FAO continue de jouer ce rôle en refusant de modifier sa définition.

Heureusement, l'organisation se retrouve de plus en plus seule à ce sujet. En 2008, un groupe de plus d'une centaine de professionnels et d'étudiants forestiers de 29 pays ont publié une déclaration où ils disent : « Dans le monde entier, les gouvernements sont en train de promouvoir activement l'expansion des plantations industrielles d'arbres, en dépit des graves répercussions qu'elles ont sur la société et l'environnement, comme on a déjà pu le constater. Les promoteurs de ce modèle affirment que les plantations d'arbres sont des forêts, mais cela n'est pas vrai. Les plantations ne sont pas des forêts. Malheureusement, nombre de nos collègues sont d'accord avec eux et nos institutions d'enseignement continuent de préparer de nouvelles générations de professionnels forestiers formés pour perpétuer et élargir ce modèle forestier qui prétend voir des forêts là où il n'y en a pas. »

En septembre dernier, un représentant du WRM a présenté cette déclaration à des fonctionnaires de la FAO, à Rome, lesquels ont admis qu'ils avaient des inquiétudes au sujet de certains types de plantations dont ils reconnaissaient qu'elles avaient des effets négatifs. Néanmoins, leur réponse a été que, pour le moment, l'organisation ne souhaitait pas modifier la définition de forêt parce que cela impliquerait de « détourner son attention de la formulation de directives pour améliorer les plantations ».

Ceci est incroyable. Comment une organisation aussi puissante que la FAO peut-elle prétendre qu'elle ne peut pas accomplir deux tâches connexes en même temps ? Est-il si difficile de modifier une définition tout en continuant de procéder à la formulation de directives pour les plantations ? La réponse évidente est que la FAO ne souhaite pas changer une définition qui s'est avérée si efficace pour élargir les plantations sous prétexte que ce sont des « forêts plantées ».

Le fait est que la FAO continue d'être à la tête de la promotion des plantations. Son récent rapport sur la situation des forêts du monde ne fait que le confirmer. Au moment d'analyser les effets potentiels de la crise économique actuelle sur le secteur forestier, le rapport suggère la possibilité de « s'engager sur une 'voie verte' vers le développement », grâce – surprise ! – « au boisement et au reboisement ». Dans le langage de la FAO, ces deux mots désignent une même chose : des plantations d'arbres comme celles qui sont en train de porter atteinte aux gens et à l'environnement. En plus d'être déguisées en « forêts plantées », ces plantations s'accompagneront de fausses garanties écologiques et sociales grâce aux directives d'application volontaire de la FAO pour leur « amélioration ». C'est cela, et non le manque de temps invoqué par l'organisation, qui explique le peu d'enthousiasme dont elle fait preuve quand il s'agit d'adopter une définition sérieuse des forêts qui exclue les plantations.

N'en déplaise à la FAO, de plus en plus de personnes élèvent la voix dans le monde entier pour affirmer la simple vérité : les plantations ne sont pas des forêts ! La FAO a beau faire la sourde oreille, le message est de plus en plus fort et clair.

[index](#)

---

## LES COMMUNAUTÉS ET LES FORÊTS

### – **Bolivia : pour la protection des derniers peuples autochtones isolés**

Nous venons de recevoir une publication de 2008 de FOBOMADE et de la Rainforest Foundation Norway, dont les auteurs sont Pablo Cingolani, Álvaro Díez Astete et Vincent Brackelaire : « Toromonas. La lutte pour la défense des peuples indigènes isolés de la Bolivie », qui rend compte de façon exhaustive de la situation de ces peuples dans la région.

Parmi les divers articles que comporte la publication nous souhaitons mentionner en particulier celui qui concerne la Résolution 48 approuvée par le gouvernement de la Bolivie, une mesure d'importance historique pour la défense d'un peuple indigène isolé :

« Le gouvernement de la Bolivie, dirigé par Juan Evo Morales Ayma, premier indigène à avoir assumé la présidence de la république, a approuvé le 15 août 2006 une résolution historique concernant la situation des derniers peuples indigènes isolés qui habitent le territoire bolivien. Le président a déclaré 'Zone intangible et réserve absolue intégralement protégée' les territoires inclus dans le Parc national et Zone naturelle de gestion intégrée (PNANMI) Madidi, une zone protégée nationale de presque 19 000 kilomètres carrés qui est une des réserves de diversité biologique les plus importantes de la planète. C'est là que vit un des derniers peuples isolés du pays et du monde, descendant présumé des Toromonas historiques (Cf. Bulletin n° 105 du WRM) qui, au début du XX<sup>e</sup> siècle, ont coupé tout contact avec la société bolivienne en fuyant le génocide de l'époque du caoutchouc.

Il s'agit de la première fois dans l'histoire républicaine de ce pays – où coexistent des nations originaires aussi importantes que les Aymaras, les Quechuas et les Guaranis – que l'État bolivien inclut dans son domaine d'action le problème des peuples indigènes isolés en situation de 'contact initial' ou de vulnérabilité extrême.

La réalité indigène est colossale et complexe mais, à l'heure actuelle, on pense qu'il faut considérer l'existence d'au moins neuf groupes ethniques ou segments de groupes ethniques isolés en Bolivie, bien qu'aucun ne soit en situation de 'contact initial'.

Les populations isolées dont on possède des informations de qualité diverse mais qui, dans tous les cas, ont de fortes possibilités d'exister, sont les suivantes :

- Dans le département de La Paz : Toromona, Araona, Ese Ejja
- Dans le département de Santa Cruz : M'bya Yuki, Ayoreode
- Dans le département de Pando : Pacahuara
- Dans le département du Beni : Yuracaré, T'simanes, Mosekene

Dans ce nouveau pays que l'on veut construire en réparant les dégâts d'un génocide caché et oublié, en cicatrisant des blessures historiques et en laissant de côté des omissions scandaleuses, l'approbation de la Résolution 48 qui crée une zone de réserve absolue pour la protection d'un peuple indigène isolé dans la forêt amazonienne est non seulement un fait historique mais la possibilité de construire, une fois pour toutes, une plate-forme pour l'adoption de mesures efficaces destinées à sauver ces peuples de l'extermination et à garantir leurs droits, en conformité avec l'État plurinational et interculturel que l'on cherche à instaurer à partir des résultats de l'Assemblée constituante originaire.

La Résolution 48, qui est l'aboutissement de beaucoup d'années de travail sur la situation du peuple isolé du Parc national Madidi, crée un précédent stratégique pour la protection des peuples indigènes isolés de la Bolivie. Elle doit devenir la plate-forme visible et pratique que l'on réclame pour les actions gouvernementales futures, fondées non seulement sur la force et la décision nationales mais sur la solidarité internationale, car les derniers peuples isolés de la Bolivie sont aussi parmi les rares peuples isolés qui restent au monde.

En plus de la décision de constituer une zone de réserve absolue pour protéger le peuple autochtone isolé de Madidi, on est en train de mettre en place plusieurs mesures de soutien et de renforcement des populations métisses de la zone d'influence, afin d'éviter à ces populations la tragédie de dépendre d'une économie déprédatrice qui constitue la menace la plus grave pour le groupe humain que l'on prétend protéger grâce à la norme approuvée.

Dans la perspective d'une vision intégrée et de la diffusion du communautarisme interculturel démocratique au sein de l'État et de l'ensemble de la société, ces peuples indigènes isolés – qui vivent en situation d'interdépendance absolue avec la terre qu'ils occupent, dont la diversité biologique a été préservée grâce au maintien d'un équilibre ancestral – sont devenus l'archétype du nouveau modèle socio-étatique. Nous pouvons les considérer non seulement comme un trésor culturel mais comme le témoignage vivant et la preuve qu'une société différente, plus humaine, plus saine et plus créative, est possible. »

Extrait et adapté de : "Zona de Reserva Absoluta Toromona: una medida histórica del gobierno de Evo Morales Ayma hacia una política nacional de protección integral de los últimos pueblos indígenas aislados de Bolivia", Álvaro Díez Astete et Pablo Cingolani, article appartenant à la publication de FOBOMADE et de la Rainforest Foundation Norway, 2008, "Toromonas. La lucha por la defensa de los Pueblos Indígenas Aislados en Bolivia", Pablo Cingolani, Álvaro Díez Astete et Vincent Brackelaire, [http://www.cebem.org/admin/cmsfiles/publicaciones/Toromonas\\_.pdf](http://www.cebem.org/admin/cmsfiles/publicaciones/Toromonas_.pdf).

[index](#)

---

### **– Inde : des Lepchas arrêtés pour leur opposition à un projet de grand barrage hydroélectrique**

L'ancienne tribu des Lepchas habitait la forêt, où elle vivait en harmonie avec la nature, depuis des siècles. Les Lepchas étaient chasseurs et cueilleurs nomades, mais au milieu des années mille neuf cents ils ont commencé à pratiquer l'agriculture sédentaire. Ils sont célèbres pour leur riche patrimoine culturel et pour leur attitude réservée, surtout à l'égard des gens de l'extérieur.

Les Lepchas habitent la vallée du Dzongu, dans le petit État himalayen de Sikkim, près de la frontière avec la Chine. Cette région densément boisée a été officiellement démarquée comme réserve pour la communauté. Située à environ 70 km au nord de la capitale, Gangtok, elle jouxte la réserve de biosphère de Khangchendzonga et elle est limitée au Sud-Ouest par le fleuve Teesta, que les Lepchas considèrent comme leur fleuve sacré. Le Teesta parcourt une distance de 414 km à travers le Sikkim, une partie des montagnes Darjeeling et les plaines de Jalpaiguri, avant de se jeter dans le Brahmapoutre au Bangladesh. Grâce à la densité de son couvert forestier et à la richesse de sa diversité biologique, le bassin du fleuve Teesta est l'un des 25 points névralgiques de diversité biologique du monde et toute perturbation du débit naturel de ce fleuve turbulent risquerait d'être catastrophique pour les habitants des environs.

En 2003, l'initiative a été lancée de construire 162 grands barrages hydroélectriques

dans 16 États indiens, presque tous situés dans les régions tribales pauvres du Nord. Sept de ces projets concernent la réserve Dzongu, le fleuve Teesta et ses affluents, dont le fleuve Rangyang où il est prévu de construire le barrage de Panan, de 280 MW. Ce dernier a déjà obtenu l'autorisation environnementale mais il lui manque d'avoir le permis forestier et celui de l'Autorité centrale de l'électricité (CEA). Il est développé par Himagiri Hydro Energy Ltd et promu par les fertilisants Nagarjuna.

Les Lepchas s'opposent aux grands barrages, qu'ils considèrent comme une menace non seulement pour l'environnement mais aussi pour leurs traditions et leur culture. Ils craignent que la disparition prévue du fleuve dans plusieurs tunnels ne s'accompagne de leur propre marginalisation. Les grands projets ont de fortes répercussions sur les habitants des zones voisines. Deux barrages hydroélectriques déjà construits, joints à d'autres facteurs, ont commencé à avoir des effets négatifs : les éboulements et les glissements de terrain se sont multipliés dans la région.

Les Lepchas se sont associés pour créer l'ACT (Citoyens affectés de Teesta) et ils ont organisé une campagne de style *satyagraha* (mouvement non violent) qui inclut des marches, des jeûnes et d'autres activités de ce genre. Les manifestations d'ACT contre les grands barrages se sont multipliées au Sikkim, surtout dans la réserve protégée des Lepchas au Dzongu. Ils ont réussi à arrêter quatre des six projets situés dans le Dzongu et à présent ils s'attaquent au projet de Panan.

Le 7 février dernier, la police de Sikkim a arrêté 43 manifestants, dont 7 femmes et deux jeunes membres d'ACT, à cause d'une plainte présentée par le directeur général d'Himagiri Hydro Energy Private Ltd, l'entreprise chargée du projet de barrage de Panan. Parmi les activistes arrêtés figuraient Dawa Lepcha, secrétaire général, Tenzing Lepcha, président de l'organisation CLOS (Lepchas concernés de Sikkim) et Gyatso Lepcha, vice-président du Sangha de Dzongu. Les deux jeunes manifestants ont été libérés mais les autres ont été détenus par la police, accusés d'incendie criminel et d'entrée non autorisée dans le site du projet.

Il s'agit de la première fois de l'histoire de Dzongu que la police entre dans la réserve des Lepchas et arrête tant de personnes.

ACT a affirmé que ces arrestations avaient été arbitraires et réclamé la libération inconditionnelle des personnes concernées. L'organisation a finalement demandé qu'on les mette en liberté sous caution et, le 9 mars, les activistes ont été relâchés.

*« Le Dzongu est tout ce qui nous reste, comment pouvons-nous permettre qu'on le détruise ? »*

Article fondé sur des informations fournies par Soupama Lahiri, adresse électronique [soupama.lahiri@gmail.com](mailto:soupama.lahiri@gmail.com), et Voice of Sikkim, <http://www.voiceofsikkim.com/ACT/Environment/ACT/>.

**[index](#)**

Le Mékong est l'un des plus grands fleuves du monde ; il parcourt 4 350 km et draine un bassin de 795 000 km<sup>2</sup> [1]. Aviva Imhof, de l'IRN, en fait une belle description : « le fleuve Mékong est un kaléidoscope de cultures, de géographies et d'êtres vivants, animaux et végétaux. N'étant qu'un mince filet d'eau au Tibet, il prend bientôt de la vitesse et creuse des gorges magnifiques à travers la province de Yunnan en Chine, pour devenir ensuite ce qu'il est pendant le reste de son parcours : un fleuve sinueux, au cours rapide, qui constitue le cœur et l'âme de l'Asie continentale du Sud-Est » [2].

Le système du fleuve est aussi la base de la sécurité alimentaire régionale, puisque sa riche diversité biologique aquatique, que seule dépasse celle de l'Amazone, non seulement comprend des populations de poissons migrateurs et des espèces menacées mais constitue l'un des lieux de pêche continentaux les plus productifs du monde, surtout pour la pêche artisanale. En outre, les agriculteurs tirent profit de la culture du riz non irrigué et de la pêche de poissons d'eau douce. Ainsi, plus de soixante millions de paysans chinois, birmans, thaïlandais, laotiens, cambodgiens et vietnamiens qui habitent à côté et autour du Mékong en sont tributaires ; pour eux, l'eau est plus qu'une source de vie, elle est un mode de vie.

Or, faisant la sourde oreille aux avertissements et fermant les yeux aux dangers potentiels pour la richesse biologique et culturelle du fleuve et pour la survie des villages, les gouvernements du Cambodge, du Laos et de la Thaïlande prévoient de construire une série de onze grands barrages hydroélectriques dans la partie inférieure du Mékong. Leur intention est de répondre à la demande croissante d'électricité et même d'en exporter vers des villes éloignées. Les grands consortiums d'entreprises d'hydroélectricité doivent se frotter les mains devant la perspective des gros profits qu'ils obtiendront en remplaçant un « fleuve de vie » par une série de lacs artificiels industrialisés.

Les barrages mettent en péril non seulement les écosystèmes fluvial et forestier du système hydrographique du Mékong mais aussi la vie des millions de riverains qui en dépendent pour leur subsistance et leur sécurité alimentaire (cf. Bulletin n° 136 du WRM). Tous les projets de développement des ressources hydriques proposés pour le bassin du Mékong sont potentiellement nuisibles pour l'écologie. Les évaluations faites par le Centre de ressources du Mékong ont confirmé que les barrages menacent la viabilité et la durabilité futures de la pêche et des poissons du Mékong car ils vont empêcher la migration de ces derniers, dégrader l'habitat aquatique et perturber le régime du fleuve. Les recherches ont révélé aussi qu'il « n'existe aucune technologie efficace pour éviter l'effet barrière des barrages conventionnels sur les migrations de poissons » et que « le remplacement de cette ressource essentiellement gratuite par une autre source d'aliments, de revenus et d'emplois aurait un coût prohibitif. Il est donc clair que la conservation de la pêche est cruciale pour sauvegarder la sécurité alimentaire et la stabilité sociale » [3].

La génération d'énergie à grande échelle (pour qui et pour faire quoi ?) à un endroit lointain et son transport jusqu'au consommateur par des lignes de transmission de longue distance est un des problèmes fondamentaux.

En réponse, des organisations non gouvernementales, des habitants de la région, des

universitaires, des journalistes, des artistes et des gens des pays du Mékong et de l'étranger, qui partagent les mêmes inquiétudes sur l'avenir du fleuve, se sont unis pour créer une coalition, 'Save the Mekong', dans le but de « protéger le fleuve, ses ressources et les moyens de vie de la population, et pour encourager les décideurs à adopter des moyens plus durables de satisfaire les besoins d'énergie et d'eau ».

La coalition a créé un site internet, <http://www.savethemekong.org>, et elle a organisé une campagne pour exhorter les Premiers ministres du Cambodge, du Laos, de la Thaïlande et du Vietnam à laisser le Mékong couler librement. En mars et en avril, les membres de la coalition vont collecter des cartes postales signées par des habitants de ces pays qui seraient affectés par les projets et par des personnes du monde entier. Ils vous invitent à soutenir cette campagne en ajoutant votre nom à la pétition en ligne (<http://tinyurl.com/Save-the-Mekong>) où on demande aux gouvernements de sauver le Mékong et de protéger les moyens d'existence de ceux qui en sont tributaires.

[1] <http://en.wikipedia.org/wiki/Mekong>.

[2] World Rivers Review, International Rivers Network,  
<http://www.internationalrivers.org/files/WRRjune2007Final.pdf>.

[3] [http://www.mekong.es.usyd.edu.au/events/past/Conference\\_Nov2008/AMRC%20fisheries%20Brief%209%20%20Final%20\(Engl\).pdf](http://www.mekong.es.usyd.edu.au/events/past/Conference_Nov2008/AMRC%20fisheries%20Brief%209%20%20Final%20(Engl).pdf).

**index**

---

### **– Ouganda : les Batwa publient une déclaration où ils demandent la reconnaissance de leurs droits**

Les Batwa (souvent dénommés « pygmées ») sont généralement considérés comme les premiers habitants des forêts équatoriales de la région des Grands Lacs, qui comprend l'Ouganda, le Burundi, le Rwanda et la République démocratique du Congo. En Ouganda, ils habitaient la forêt des monts Mufumbira, dans le Soud-Ouest. Ils étaient cueilleurs chasseurs et dépendaient de la forêt pour leur subsistance, en plus d'y trouver les bases de leur vie spirituelle et sociale.

Dans les années 1930, les terres des Batwa ont été déclarées réserves forestières et de gibier par les autorités coloniales britanniques. Ainsi, les Batwa ont commencé à voir limité leur accès à leurs propres terres, mais la forêt a continué d'être importante pour eux des points de vue économique et culturel.

En 1991, et sans la participation des Batwa, ces réserves forestières sont devenues des parcs nationaux dans le cadre de la « Conservation Forteresse » coloniale et néocoloniale : le Parc national des Gorilles de Mgahinga, le Parc national impénétrable de Bwindi et la Réserve forestière centrale d'Echuya. Ainsi, le cercle s'est fermé autour des Batwa qui se sont vu interdire leurs activités forestières traditionnelles et qui ont été déplacés de leur territoire, avec peu ou pas de compensation. À présent, presque la moitié d'entre eux n'ont pas de terres (ils vivent en squatters sur les terres des autres et travaillent sans rémunération pour des non-Batwa) et ils sont presque tous dans la misère absolue. Ils ont moins de soins de santé, d'éducation et d'emploi que leurs voisins ethniques.



Dans une déclaration signée le 13 février 2009 par 41 représentants des villages de cinq districts du Soud-Ouest de l'Ouganda et présentée au gouvernement du pays, les Batwa affirment que, depuis cette époque-là, ils sont « sans foyer, sans terre et l'une des communautés les plus pauvres et marginalisées de l'Ouganda ». Ils ajoutent que, « n'ayant pas de ressources, nous dépendons pour survivre du travail informel et nous construisons des refuges temporaires sur des terres qui appartiennent à d'autres communautés voisines. On nous refuse la possibilité de vivre avec dignité et de contribuer au développement national comme d'autres citoyens de l'Ouganda, ce qui est contraire aux normes internationales sur les droits de l'homme et à la Constitution de la République d'Ouganda ». Près de 6 700 Batwa habitent dans ce pays.

Dans la réunion qui a abouti à la déclaration mentionnée, un représentant des Batwa a signalé : « Comment se fait-il que les animaux soient protégés avec des armes et que nous, les gens, devons souffrir ? Nous avons voté, mais sommes-nous des citoyens de ce pays ? »

Un communiqué de presse de l'Organisation unie pour le développement des Batwa de l'Ouganda (UOBDU) publié au sujet de la déclaration des Batwa décrit l'indigence lamentable et injuste que subit un peuple qui a vécu depuis des temps immémoriaux en coexistence avec l'environnement : « les Batwa campent sur les terres des autres à Kisoro, Kabale, Kanungu, Mbarara et Masaka. Ils travaillent de façon informelle en échange d'aliments. Quand cette condition n'est pas respectée, ils sont expulsés par le propriétaire de la terre. La femme mutwa [batwa] ne reçoit que des aliments en échange de son travail, et cela ne suffit même pas à nourrir ses enfants en bas âge. Elle se voit obligée de faire quitter l'école à ses enfants plus âgés pour qu'ils travaillent ».

Les Batwa ne réclament que la justice élémentaire : « Conscients que tous les êtres humains sont égaux et qu'ils ont tous les mêmes droits et libertés sans distinction aucune, tous les êtres vivants méritent d'être traités avec respect et dignité ». Ils rappellent au gouvernement que les dispositions constitutionnelles l'obligent « à instituer des mesures efficaces pour faire face à tout danger ou situation qui aboutisse au déplacement généralisé de personnes ou à une perturbation grave de leurs moyens d'existence », ce qui correspond à la situation dans laquelle ils se trouvent.

Dans leur déclaration, les Batwa réclament que soit respecté leur « droit fondamental à leurs terres ancestrales » et que, en attendant que la question territoriale soit résolue, « le gouvernement leur fournisse d'autres terres » où ils puissent se réinstaller. En outre, ils demandent que « le gouvernement leur permette d'accéder à la forêt pour préserver leurs valeurs culturelles, puisque la forêt est à la base de leur patrimoine spirituel et culturel ».

Le communiqué de presse de l'UOBDU affirme que « maintenant qu'elle a été présentée au gouvernement de l'Ouganda, la déclaration des Batwa sera le fer de lance de leur stratégie pour continuer à lutter pour la reconnaissance de leurs droits. Nous recommandons vivement au gouvernement de prêter attention à la dure situation de ce peuple et de l'intégrer aux efforts nationaux de développement. Les Batwa sont privés d'accès à leurs forêts et la plupart d'entre eux n'ont pas de terres. Le

gouvernement ougandais a des obligations selon la législation internationale ». Il est temps que le gouvernement agisse pour réparer cette injustice de longue date.

Article fondé sur le communiqué de presse de l'UOBDU du 23 février 2009, [http://www.forestpeoples.org/documents/africa/uganda\\_batwa\\_declaration\\_press\\_rel\\_feb09\\_eng.pdf](http://www.forestpeoples.org/documents/africa/uganda_batwa_declaration_press_rel_feb09_eng.pdf), diffusé par Amarantha Pike, adresse électronique : [amarantha@forestpeoples.org](mailto:amarantha@forestpeoples.org), et sur la Déclaration des Batwa, [http://www.forestpeoples.org/documents/africa/uganda\\_batwa\\_declaration\\_feb09\\_eng.pdf](http://www.forestpeoples.org/documents/africa/uganda_batwa_declaration_feb09_eng.pdf).

**index**

---

## LES COMMUNAUTÉS ET LA MONOCULTURE D'ARBRES

### **– Brésil : le Jour de la femme, les paysannes luttent contre les plantations forestières**

Une fois de plus, en cette Journée internationale de la Femme les femmes brésiliennes ont été les leaders de la lutte contre la monoculture d'arbres.

Comme tous les ans depuis 2006, où près de deux mille agricultrices de La Via Campesina ont détruit plusieurs pépinières et quelque huit millions de plants d'eucalyptus appartenant à l'entreprise Aracruz Celulose (cf. Bulletin n° 104 du WRM), le 8 mars est une journée de mobilisation et d'action contre la monoculture d'arbres.

Près de 1 300 femmes de La Via Campesina sont arrivées en quatorze autobus au port de Portocel de Barra do Riacho, dans le Nord de l'État d'Espirito Santo. Le port appartient à Aracruz Celulose (et à l'entreprise japonaise Cenibra qui, elle aussi, produit de la pâte) ; il s'agit du seul port du Brésil spécialisé dans l'embarquement de pâte et sa capacité est de 7,5 millions de tonnes par an. La mobilisation, qui a duré près d'une demi-heure, a arrêté pendant presque cinq heures les activités d'une cinquantaine de camions chargés de pâte. En outre, les manifestantes ont déversé de la peinture sur des balles de pâte ; environ deux tonnes en ont été abîmées [1].

Le but de cette mesure était de dénoncer la concentration de terres d'Aracruz Celulose, l'une des principales représentantes de l'agro-industrie dans le pays. Près de 300 000 hectares sont occupés par des plantations d'eucalyptus destinées à produire de la pâte pour l'exportation, et une partie de ces terres appartient à des communautés indigènes, quilombolas, riveraines et de pêcheurs. Aracruz Celulose accapare aussi l'eau : elle en consomme 248 000 mètres cubes par jour, soit l'équivalent de la consommation d'une ville de 2,5 millions d'habitants. Dans ce but, elle a détourné une partie du fleuve Doce, ce qui a porté préjudice à plusieurs villages (cf. Bulletin n° 72 du WRM).

L'affectation de la terre à la monoculture de l'eucalyptus s'est faite aux dépens de la souveraineté alimentaire et au détriment de la production agricole. Une plaquette récemment publiée par le Mouvement des petits agriculteurs d'Espirito Santo (MPA) compare l'agriculture diversifiée et la plantation d'eucalyptus recommandée par les entreprises (*Um alerta sobre o fomento florestal*,

[http://www.wrm.org.uy/paises/Brasil/Fomento\\_Florestal.pdf](http://www.wrm.org.uy/paises/Brasil/Fomento_Florestal.pdf)). À sa lecture on comprend que la production diversifiée est celle qui assure aux familles paysannes une bonne alimentation et du travail, tandis que les plantations d'eucalyptus ne leur apportent que des préjudices. Malgré cela, ce sont les entreprises forestières qui continuent de recevoir le plus de soutien de l'État : par exemple, le groupe Votorantim vient de recevoir un million de dollars pour acheter des actions d'Aracruz et l'empêcher de faire éventuellement faillite.

Une autre mesure de lutte contre les plantations d'arbres a été prise en l'État de Maranhão, où plus de dix municipalités sont affectées par la monoculture de l'eucalyptus. Dans la plantation de Vale do Rio Doce, en Açailândia, des femmes de La Vía Campesina ont mis le feu à plusieurs tas de troncs d'eucalyptus. L'eucalyptus planté dans cette zone approvisionne une charbonnerie industrielle responsable de la forte pollution qui affecte les plus de 1 800 habitants d'une localité voisine, Asentamiento California. L'entreprise possède 200 000 hectares supplémentaires qui seront affectés à la plantation d'eucalyptus pour approvisionner l'usine de pâte de Suzano Papel e Celulose qui s'installera dans la région.

Le but de la mobilisation était de réclamer l'adoption de politiques publiques qui garantissent la souveraineté alimentaire et énergétique de la population brésilienne, au lieu de financer les grands projets des entreprises internationales qui détruisent les ressources naturelles et ne créent pas d'emplois [2].

D'autre part, près de 700 paysannes ont occupé l'estancia Ana Paula, propriété de l'entreprise Votorantim Celulose e Papel (VCP), à Candiota, État de Rio Grande do Sul. L'occupation, qui a commencé par la coupe d'eucalyptus de l'établissement, s'insérait dans la Journée nationale de lutte des femmes de La Vía Campesina et son but était de dénoncer les conséquences de la monoculture de l'eucalyptus dans la région : le manque d'eau pour la consommation humaine et la production, la désertification et l'acidité du sol, la perte de diversité biologique et ses graves conséquences pour l'écosystème de prairie. Beaucoup de voisins de VCP subissent déjà l'impact des plantations, qui ont épuisé leurs puits et perturbé la faune, provoquant des invasions d'animaux qui attaquent leurs cultures [3]. Pourtant, les deniers publics, qui sortent des poches de la population sous forme d'impôts, continuent d'être affectés à des banques et des agro-industries qui dégradent l'environnement, chassent les paysans de la campagne et ne créent pas d'emplois.

L'occupation de l'établissement Ana Paula a été réprimée avec violence par des effectifs de la Brigade militaire.

D'autres manifestations de femmes organisées à Pernambuco, Paraná, São Paulo et Brasília ont dénoncé les effets négatifs des grandes installations d'irrigation, de l'élevage extensif pour l'exportation au détriment des forêts et de la diversité biologique, de la monoculture de la canne à sucre, du soja, de l'eucalyptus et du pin ; en un mot, de l'expansion des agro-industries [4].

Au Brésil, il y a 130 000 familles établies dans des campements, qui attendent la régularisation de leurs droits fonciers, et plus de quatre millions de familles sans terre. « L'application de la réforme agraire et la consolidation d'un nouveau modèle agricole

dépendent de la défaite du modèle économique actuel », signale Itelvina Masioli de La Vía Campesina. C'est un modèle qui comporte l'appropriation et le contrôle de l'eau, de la terre, des sources d'énergie, des minéraux, des semences et de toute la diversité biologique. Les crédits accordés par le gouvernement fédéral à l'agro-industrie en cette période (2008-09) ont représenté environ 30 milliards de dollars, tandis que les entreprises familiales n'ont reçu que 5,8 milliards de dollars.

Même le directeur général de la FAO, Jacques Diouf, a approuvé les revendications de La Vía Campesina. La deuxième journée de mobilisations, Diouf a reçu à Brasilia une délégation paysanne qui l'a informé des actions entreprises et il a déclaré que cette lutte était « juste et nécessaire » [5].

Les femmes paysannes, riveraines, indigènes, quilombolas et sans terre veulent dénoncer par leurs activités politiques l'extrême gravité de la situation des travailleurs ruraux du Brésil. Face à la répression et à la criminalisation des luttes sociales, elles réaffirment le droit de lutter pour la défense de l'agro-écologie, la diversité biologique, l'agriculture paysanne en coopération, la production d'aliments sains, la réforme agraire, la terre, l'eau, les semences et l'énergie, en tant que biens de la nature au service des êtres humains. Elles annoncent : « nous rompons le silence pour sauver notre culture et les connaissances des paysans, pour sauver notre Brésil. À cette fin, nous exhortons toute la population du Brésil à rejoindre la lutte, à s'unir pour construire un nouveau projet de développement qui soit favorable au peuple » [6].

[1] "Via Campesina ocupa porto da Aracruz Celulose", Gazeta On Line, <http://gazetaonline.globo.com/conteudo/2009/03/64300-via+campesina+ocupa+porto+da+aracruz+celulose.html>; "Mulheres da Via Campesina ocupam porto da Aracruz no ES", MST, <http://www.mst.org.br/mst/pagina.php?cd=6377>.

[2] "Mulheres queimam toras de eucaliptos da Vale no Maranhão", MST, <http://www.mst.org.br/mst/pagina.php?cd=6393>.

[3] "Trabalhadoras ocupam área da Votorantim no RS", MST, <http://www.mst.org.br/mst/pagina.php?cd=6381>.

[4] Mulheres lutam contra agronegócio em quatro regiões, MST, <http://www.mst.org.br/mst/pagina.php?cd=6395>.

[5] "Diretor-Geral da FAO elogia luta das mulheres camponesas", MST, <http://www.mst.org.br/mst/pagina.php?cd=6425>.

[6] "Mulheres camponesas na luta contra o agronegócio, por reforma agrária e soberania alimentar", Manifesto das Mulheres da Via Campesina, <http://www.mst.org.br/mst/pagina.php?cd=6397>.

**index**

---

## **– La Chine confrontée à deux fléaux : le déboisement et la monoculture d'arbres**

L'entrée de la Chine dans le marché capitaliste mondial et la conséquente expansion accélérée de son économie ont été marquées par un besoin de plus en plus grand de bois.

L'industrialisation a commencé par englober les forêts du pays. L'exploitation forestière

galopante a provoqué la disparition définitive des richesses naturelles : la désertification s'est accélérée, la diversité biologique a décliné et les forêts ont rétréci, au point qu'il ne reste presque aucune forêt ancienne en Chine. Le cas de Yichun permet d'illustrer le problème. Selon le correspondant de The Guardian, Jonathan Watts, « à Yichun, une ville du Nord-Est de la province de Heilongjiang, proche de la frontière fluviale glacée de la Sibérie, les forêts étaient autrefois si denses que la région était dénommée la Grande jungle du Nord. Pourtant, les plus de cinquante années d'exploitation irrationnelle ont laissé des traces : l'année dernière (2008), Yichun a figuré parmi les 12 'villes aux ressources épuisées' de la Chine. 'Nous n'avons plus de bois à couper. Aucune forêt n'est suffisamment mûre', a dit Don Zhiyong, ancien vice-ministre de l'administration forestière » [1].

Le sol étant exposé à l'érosion, des tempêtes de sable féroces ont fouetté le pays tandis que le déboisement, surtout dans la partie supérieure des systèmes fluviaux, a contribué à l'existence d'inondations dévastatrices qui ont fait des milliers de morts et obligé des millions de personnes à se déplacer.

En 1998, l'abattage a été radicalement interdit. Néanmoins, la consommation de bois a continué d'augmenter, cette fois aux dépens des forêts des pays voisins (par exemple la Birmanie, le Cambodge, la Russie) mais aussi de pays très éloignés, comme ceux de l'Afrique occidentale.

À la demande de bois est venue s'ajouter celle de matière première pour la fabrication de papier, de sorte que la Chine a lancé en 2000 un Programme de plantation d'arbres à croissance rapide et à grand rendement. Ce programme, qui faisait partie d'un ensemble de six programmes-clés, serait appliqué dans dix-huit provinces de l'Est et du Sud-Ouest. L'objectif du gouvernement était d'avoir planté pour 2012 une étendue de 44 millions d'hectares (cf. Bulletin n° 85 du WRM). Cela a comporté des réformes du régime foncier, dont la privatisation de terres domaniales ou de propriété collective, dans un pays où il y a un milliard d'agriculteurs sur une population d'un milliard et demi de personnes.

Pour attirer les investissements privés, les plantations d'arbres à croissance rapide et à grand rendement ont bénéficié de dégrèvements fiscaux et de liberté d'action en matière de gestion. Selon un rapport canadien, « Cette réforme progresse maintenant de la reconnaissance des biens individuels et du soutien aux entreprises privées vers une gestion à grande échelle des ressources naturelles » [2].

Plusieurs entreprises papetières ont profité de l'occasion et sont arrivées en Chine pour investir dans la plantation d'arbres et la production de papier. Stora Enso, qui possède une usine intégrée de fabrication de pâte et de papier dans la région autonome de Guangxi Zhuang et qui loue 91 000 hectares pour ses plantations d'eucalyptus, prévoit d'atteindre 160 000 hectares d'ici 2010, pour approvisionner son usine de Beihai [3]. La tristement célèbre Asia Pulp & Paper a des intérêts dans une vingtaine d'entreprises de pâte et de papier, ainsi que dans plus de 20 plantations chinoises [4]. La société finnoise UPM-Kymmene cherche elle aussi à investir davantage dans la plantation d'arbres à croissance rapide dans ce pays [5].

Bientôt, une alerte a sonné : la province de Guangdong a subi une période de

sécheresse de plus en plus grave qui a coïncidé avec l'établissement d'une plantation d'eucalyptus de 700 000 hectares. Les autorités locales et des universitaires chinois ont expliqué les rapports qui existent entre l'augmentation du nombre de plantations d'eucalyptus et l'aggravation de la sécheresse à Guangdong (cf. Bulletin n° 106 du WRM).

La faiblesse des plantations en régime de monoculture, qui manquent de la protection naturelle fournie par la diversité biologique, s'est bien manifestée dans le cas des plantations de peupliers, vulnérables à des ravageurs qui endommagent gravement les feuilles et les troncs.

Pour tenter de limiter les dégâts, un problème encore plus grave a été introduit : les arbres génétiquement modifiés. Avec l'aide de l'Allemagne, de la FAO et du PNUD, deux variétés de peupliers transgéniques ont été obtenues : *Populus nigra* et *Populus hybrid*, baptisées Peuplier-12 et Peuplier-741, lesquelles produisent une toxine Bt qui tue les ravageurs des feuilles.

En 2002, la commercialisation des deux variétés a été autorisée. Le peuplier étant un arbre à croissance rapide, il était prévu de créer pour 2012, sur une superficie d'environ 17 millions d'hectares, des plantations commerciales avec une période de rotation de dix ans [6].

La Chine a été le premier pays à approuver la commercialisation d'arbres GM. Selon Huoran Wang, de l'Académie chinoise de foresterie, « On ne peut pas préciser l'étendue exacte des plantations GM parce que ces arbres se multiplient et se commercialisent très facilement et que, du point de vue morphologique, il est difficile de distinguer un arbre GM d'un arbre non GM ». Et il ajoute que « de nombreux spécimens sont transportés d'une pépinière à l'autre et il est difficile d'en suivre la trace » [7].

En dépit des assurances officielles, suivant lesquelles les peupliers GM étaient des variétés femelles à la fertilité altérée – ce qui, censément, empêcherait tout croisement – l'Institut des sciences environnementales de Nanjing a déjà trouvé des gènes de peupliers GM dans des variétés naturelles. La menace de la pollution GM est devenue une réalité tragique.

Le cas de la Chine est un exemple des problèmes intrinsèques aux grandes plantations d'arbres en régime de monoculture et de ceux qui se posent quand on essaie de s'y attaquer au moyen de la manipulation génétique. Bien entendu, le reboisement est nécessaire dans un pays où il ne reste que peu de forêts, mais beaucoup va dépendre de ce qu'on entend par là. On peut appeler reboisement la création de plantations encore plus vastes d'une seule essence à croissance rapide (qui peut même être GM) destinées à la production de bois, ou la plantation d'espèces biologiquement diverses, adaptées à chaque environnement et destinées à la restauration des forêts. La Chine est en train de planter des milliards d'arbres, mais cela peut être très bon ou très mauvais suivant de quelle manière on le fait. Nous espérons que l'énorme effort fourni chaque année par le peuple et le gouvernement chinois aura un résultat positif, celui de récupérer les forêts indigènes du pays.

- [1] "China's loggers down chainsaws in attempt to regrow forests", Jonathan Watts, guardian.co.uk, mercredi 11 mars 2009, <http://www.guardian.co.uk/environment/2009/mar/11/china-forests-deforestation>.
- [2] « Le développement du secteur forestier chinois et son incidence sur le Canada », Jason (Guangyu) Wang, associé de recherche du CIC, Étude préliminaire, juillet 2008 : [http://www.canadianinternationalcouncil.org/download/resourcece/archives/foreignpol/cic\\_wang\\_f](http://www.canadianinternationalcouncil.org/download/resourcece/archives/foreignpol/cic_wang_f).
- [3] "Stora Enso: Sustainable paper production", China Daily, 2008, [http://www.chinadaily.com.cn/cndy/2008-10/24/content\\_7136326.htm](http://www.chinadaily.com.cn/cndy/2008-10/24/content_7136326.htm).
- [4] Supplément spécial: "APP China pushes green initiative in making white paper", Fu Yu, China Daily, 2008, [http://www.chinadaily.com.cn/cndy/2008-04/12/content\\_6611376.htm](http://www.chinadaily.com.cn/cndy/2008-04/12/content_6611376.htm).
- [5] "Nation's Tree-planting Strategy to Meet Paper Sector's Needs", China Daily, <http://www.china.org.cn/english/BAT/87695.htm>.
- [6] "Seeing once is better than studying a thousand times", GMO Safety, <http://www.gmo-safety.eu/en/wood/poplar/325.docu.html>.
- [7] "The New Chainsaw", Katie Shafley, The Dominion, [http://www.dominionpaper.ca/environment/2006/05/20/the\\_new\\_ch.html](http://www.dominionpaper.ca/environment/2006/05/20/the_new_ch.html).

**index**

---

### **– Mozambique : un projet de plantation de pins sème le malheur chez 31 familles du Nord**

Trente-et-une familles des districts de Lichinga et de Sanga, dans le Nord du Mozambique, sont privées de récoltes en cette saison 2008/2009, parce qu'elles ont été obligées de remplacer leurs *machambas* (leurs terres agricoles) par d'autres nouvelles à cause d'un grand projet de « reboisement ». La population accuse les projets de reboisement de la dévastation de leurs *machambas*.

Il y a moins de 10 ans, la région de Niassa a été identifiée par le gouvernement du Mozambique et par l'aide bilatérale suédoise comme l'une des régions du monde au plus grand potentiel pour la production de bois. Plus de 2,4 millions d'hectares y ont été signalés pour l'établissement éventuel de plantations d'arbres.

Afin de stimuler l'investissement dans le secteur forestier, la fondation Malonda a été créée en 2006 pour faire des associations d'investisseurs nationaux et étrangers. Afin d'attirer les investissements, la fondation devait obtenir des concessions sur de larges étendues. Au Mozambique, l'État est propriétaire de toutes les terres et il peut octroyer des droits sur des terres communautaires par un processus de consultation et de négociation avec les communautés. Dans la pratique, les consultations et les négociations n'ont pas été suffisamment larges et participatives.

Un nouveau rapport du Helpdesk de l'Aide bilatérale suédoise rédigé en octobre 2008 au sujet des consultations et des négociations concernant les terres communautaires a confirmé ce que l'on constatait depuis longtemps sur le terrain : « une tendance à travailler uniquement avec les leaders traditionnels... ce qui est en train de susciter chez la population un sentiment de marginalisation ».

Il est fréquent que les rois traditionnels, du fait de leur ignorance de la législation sur l'usage de la terre et poussés par des intérêts financiers, signent des documents présentés par les investisseurs forestiers, qui mettent en danger le droit des paysans d'utiliser la zone concernée. Les entrepreneurs contactent au petit bonheur les rois des régions respectives. Les populations ne remarquent l'existence d'un projet déterminé que lorsque les travaux sont déjà en cours.

Dans le cas de la région de Mussa-Chimbunila, dans le district de Lichinga, la concession de terres a été problématique. Près de 25 % des terres accordées à la fondation se superposent aux terres productives des communautés.

Idrissa Assane, président de l'Association agricole de Mussa, a dit qu'il a vu mesurer sa *machamba* sans que personne ne l'en informe. « Pour essayer d'obtenir des explications, je me suis adressé aux autorités locales, c'est-à-dire au roi et puis au bureau administratif, et la réponse a été que je devais attendre ; je vois avec épouvante qu'on plante des arbres sur mon champ, et j'attends toujours », s'est lamenté Assane en 2008.

Les 31 familles de paysans de la région d'Assane avaient des champs qui produisaient suffisamment d'aliments pour les nourrir pendant toute l'année. Dans les *machambas* abandonnées à cause de la plantation de pins ils ont laissé beaucoup d'arbres fruitiers, bananiers, manguiers, poiriers, papayers, ananas, pêchers, avocatiers, néfliers, ainsi que des plantes à tubercules.

Après avoir reçu plusieurs plaintes au cours de 2008, la fondation a commencé à s'occuper du problème de trouver de nouvelles zones cultivables pour les familles affectées. Les techniciens de la fondation leur ont assigné des champs et leur ont fourni des semences et des engrais, mais très tard. L'UNAC (Union nationale des paysans) affirme que le rendement du maïs va être presque nul. Pourtant, la fondation Maloda a promis la sécurité alimentaire dans sa zone d'influence.

Baptista lussufo lmede, du village de Mussa (district de Lichinga) s'est lamenté qu'on l'ait obligé à quitter sa *machamba*, où la production était abondante, et qu'on lui ait attribué une nouvelle parcelle où les semences ont été tardives et où l'engrais n'était pas approprié pour le maïs, de sorte que les plantes ont jauni.

D'après Baptista, sa famille et d'autres familles touchées n'ont même pas un épi de maïs et elles n'ont pas non plus d'autres cultures.

Dans le bulletin de la fondation, « Nouvelles des Communautés », on affirme que les paysans sont satisfaits de leurs nouvelles *machambas*. Ces informations et d'autres qui figurent dans le bulletin ne coïncident pas avec la vérité ou la réalité de la communauté, d'après Salimo Ndala, du village de Mussa. Il se plaint du déplacement obligatoire, du retard du labourage, des semences et de l'engrais, alors que le bulletin de la Fondation dit le contraire et publie même sa photo.

De l'avis de certains membres des communautés contactés par le bulletin de l'Union nationale des paysans, « au Mozambique les lois défendent les riches et non les



pauvres ». Baptista Iussufo Imede, du village de Mussa, a commenté :

« À Niassa, tous les projets de reboisement s'accompagnent de politiques qui ne favorisent pas le développement des paysans. Ils ne respectent pas la législation foncière, qui prévoit que l'utilisation des terres communautaires implique de consulter les communautés, de prévoir des zones d'élevage et des zones de conservation et de respecter les droits coutumiers. »

Ndala a dit au bulletin de l'UNAC que les paysans deviennent de plus en plus vulnérables parce que certains rois agissent dans le sens de leurs intérêts personnels.

Rematuo Issa a regretté que les femmes paysannes ne prennent pas souvent les décisions, que tout dépende des hommes et que les femmes se limitent à exécuter ce que les hommes décident.

« Dans ces circonstances, la femme et les enfants sont ceux qui souffrent le plus. Où est la lutte contre la pauvreté dont le gouvernement parle toujours ? Est-ce que le paysan peut sortir de la pauvreté s'il n'a pas de terre ? C'est peut-être cela qu'on appelle la révolution verte ? », a demandé Rematuo.

Alifa Aide, Niassa, Lichinga, Mozambique. Envoyé par Janet Gunter, CAFOD, adresse électronique : [jgunter@cafod.org.uk](mailto:jgunter@cafod.org.uk).

**[index](#)**

---

### **– Venezuela : l'expropriation des plantations d'arbres de Smurfit, une mesure pleine d'avenir**

En 1999, le président Hugo Chávez, qui venait d'être élu, a reçu une lettre du WRM (cf. <http://www.wrm.org.uy/paises/Venezuela/carta260399.html>) où nous lui faisons part de notre profonde inquiétude à la vue des préjudices que les plantations d'arbres de l'entreprise Smurfit Cartón de Venezuela (filiale du Groupe Smurfit Kappa, premier producteur de carton pour le marché européen) portaient aux communautés paysannes de l'État de Portuguesa.

La lettre rapportait ce qu'on avait pu observer à l'occasion d'une visite du WRM organisée à la demande des gens de la zone, en 1998, avant l'élection de Chávez.

Le conflit entre Smurfit et les communautés paysannes reflétait l'incompatibilité de deux systèmes de production : celui de l'agro-industrie, basé sur la monoculture à grande échelle, et celui des paysans, diversifié et à petite et moyenne échelle.

Dès l'arrivée de Smurfit, ses activités ont porté préjudice aux paysans pauvres qui manquaient de terres suffisantes. L'entreprise a commencé par déboiser pour s'approvisionner en matière première, ce qui a perturbé les cours d'eau et, par voie de conséquence, la présence d'animaux, de poissons et de plantes indigènes qui étaient les ressources alimentaires des gens des lieux. Après avoir détruit les forêts, elle a commencé à planter des arbres à croissance rapide (eucalyptus, pins, melinas) qui, consommant beaucoup d'eau, ont affecté les réserves d'eau souterraines.

Au cours de sa visite, le représentant du WRM a entendu, entre autres choses, la plainte des habitants sur « les fortes répercussions sur l'eau quelques mois après l'établissement des plantations de Smurfit. Comme dans le reste du monde, cet impact est le résultat de la forte consommation d'eau de ces plantations à croissance rapide. Mais, dans le cas présent, à cela s'ajoute la destruction délibérée des cours d'eau avec des bulldozers qui aplanissent le terrain pour pouvoir planter davantage d'arbres (on dirait que la politique de l'entreprise est que chaque centimètre de terre doit être planté) et la destruction des forêts-galeries qui protègent et régulent les bassins versants. Le résultat (nié bien sûr par les 'experts' que l'entreprise fait venir régulièrement pour démontrer l'indémontrable) est que les ruisseaux sont en train de se tarir et que le volume d'eau diminue de plus en plus dans les puits. Des animaux, des poissons et des plantes qui représentaient une bonne partie des ressources alimentaires des habitants disparaissent rapidement, à mesure que leur habitat naturel est remplacé par des déserts verts d'arbres et que l'on abat de plus en plus de forêts pour alimenter l'usine de pâte. 'Je n'ai jamais vu un seul oiseau sur un de ces arbres', disent les gens. Ils ajoutent que les lapins étaient nombreux autrefois, mais que maintenant on ne les trouve que très loin des plantations. Ils racontent qu'ils attrapaient des tatous et des cerfs et qu'ils mangeaient les poissons du ruisseau mais que maintenant, à cause des plantations, ces animaux ont presque disparu » (cf. <http://www.wrm.org.uy/paises/Venezuela/discordia.html>).

Le conflit a explosé en 1997. Une pulvérisation aérienne d'herbicides faite par Smurfit a détruit 190 hectares de cultures et intoxiqué des écoliers. En plus, Smurfit a acheté la propriété La Productora, alors que les paysans espéraient qu'elle leur serait adjudgée dans le cadre du programme national de réforme agraire. Ce vaste établissement avait été affecté à la production agricole commerciale et à l'élevage mais les paysans des communautés voisines, Morador et Tierra Buena, pouvaient y accéder librement pour pratiquer la pêche, la chasse et la récréation. Quand Smurfit en a pris possession la situation a radicalement changé : la terre a été couverte de plantations d'arbres et entourée de barbelés, de chiens et d'hommes armés pour empêcher le passage.

Le 14 juillet 1999, les paysans, invoquant la législation vénézuélienne qui interdit l'existence de latifundia et accorde la priorité à l'assignation de terres agricoles, ont occupé La Productora. La réponse a été une répression brutale (cf. Bulletin n° 18 du WRM).

La lettre envoyée par le WRM en 1999 au nouveau président et à la Commission de l'environnement du sénat du Venezuela à propos de cette situation si problématique était une initiative internationale pour appuyer la lutte de ces communautés. Elle disait entre autres : « Parmi les nombreux problèmes que l'entreprise en question [Smurfit] a suscités dans la région il faut souligner ceux qui découlent de l'impact des vastes plantations d'arbres sur l'eau, la flore et la faune, qui a de graves répercussions sur la subsistance de la population » (cf. Bulletin n° 22 du WRM).

En 2004, le WRM a redemandé au président du Venezuela d'appuyer les paysans de la zone, à un moment où Smurfit semblait disposée à négocier avec eux (<http://www.wrm.org.uy/paises/Venezuela/carta181104.html>).

Les processus de ce genre doivent être examinés dans leur perspective historique, car il est difficile d'obtenir à court terme des résultats tangibles et mesurables. C'est ce qui est arrivé dans le cas de la résistance à l'entreprise Smurfit et à ses plantations industrielles d'arbres.

En 2007, après avoir « respecté toutes les dispositions légales », l'Institut national des terres (INTI) a récupéré les plus de deux mille hectares de l'établissement La Productora, en déclarant que cette étendue était sous-exploitée. Depuis, ces terres ont été affectées à des projets de production agricole mis en œuvre par 700 paysans organisés en 32 coopératives, dans le cadre de la création d'un « nouveau système social de production qui permettra aux paysans d'exploiter la vocation de la terre et de s'insérer dans l'appareil producteur » [1].

Aujourd'hui, plus de dix ans après les conflits mentionnés et l'action dirigée par le WRM contre la monoculture d'arbres, le gouvernement du Venezuela a pris le contrôle de 1 500 hectares supplémentaires de terres plantées par Smurfit d'eucalyptus et de melinas dans la partie centrale de l'État de Lara. L'expropriation a été décidée pour avoir considéré que ces terres n'étaient pas utilisées de conformité aux réglementations gouvernementales. L'eucalyptus utilisé pour la production de papier « pompe l'eau du sous-sol, les fleuves se tarissent », a averti Chávez [2].

En ce moment où le modèle économique mondial est en crise, il est vital de garantir l'accès à la nourriture. Au Venezuela on l'a bien compris. « Nous allons exploiter ce bois [d'eucalyptus] de façon rationnelle et nous allons y planter d'autres choses [...] des *carotas* [haricots], du maïs, du sorgho, du yucca, de l'igname », a promis le président du pays [3].

Il est temps d'abandonner un modèle de production comme celui des plantations industrielles d'arbres, lucratif pour quelques-uns mais néfaste pour l'environnement et pour les communautés qui comptent sur les produits naturels pour leur subsistance. Dans le cas présent, le gouvernement vénézuélien l'a finalement reconnu : « La cartonnerie transnationale Smurfit plante un type de bois spécifique, qui ne bénéficie que les propriétaires de l'entreprise ».

En plus d'être importante pour les communautés paysannes de la zone, cette mesure a une force symbolique : elle montre la voie vers la souveraineté alimentaire, vers le démantèlement des modèles de production basés sur la monoculture industrielle, excluants et destructeurs. La marche à suivre pour y parvenir fait partie du processus.

Article fondé sur des informations tirées de :

[1] "Inti inició en Portuguesa rescate de finca La Productora", <http://www.rnv.gov.ve/noticias/index.php?act=ST&F=19&t=45113>.

[2] "Chávez expropió los terrenos de la papelería irlandesa Kappa", AP, [http://www.elpais.com.uy/09/03/06/ultimo\\_402921.asp](http://www.elpais.com.uy/09/03/06/ultimo_402921.asp).

[3] "Chávez anuncia la intervención de los terrenos de la papelería Smurfit Kappa", EFE, <http://www.abc.es/20090306/internacional-iberoamerica/chavez-anuncia-intervencion-terrenos-200903060236.html>.

## **– Brésil : occupation des plantations d'arbres de Veracel pour réclamer la réforme agraire**

Le 17 avril a été déclaré par La Via Campesina « Journée internationale de la lutte paysanne » en souvenir des 19 paysans du mouvement des sans-terres assassinés en 1996 par la police brésilienne au cours d'une mobilisation.

La question foncière est devenue un grand problème au Brésil et le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST) a été très actif.

Le 8 avril dernier, 1 500 familles sans terre du MST ont occupé l'établissement Putumaju, propriété de la société papetière Veracel Celulose (à laquelle participent Stora Enso, géant suédo-finnois de la pâte, et l'entreprise brésilienne Aracruz Celulose), située à Eunápolis, dans le Sud de l'État de Bahia. Les paysans ont abattu les eucalyptus sur près de deux hectares pour y planter du maïs et des haricots.

Cette action visait à faire connaître l'illégalité des plantations d'arbres que Veracel possède dans la municipalité. Ces plantations s'étendent sur près de 205 000 hectares dont 96 000 sont couverts d'eucalyptus, aux dépens de la Forêt atlantique. Le défrichage pratiqué par Veracel avec des tracteurs et des bulldozers pendant sa première année d'activité a abouti, le 17 juin 2008, à une résolution historique du tribunal fédéral, qui a condamné l'entreprise à remplacer ces plantations par des arbres indigènes et à payer une amende de 12,5 millions de dollars (cf. Bulletin n° 132 du WRM).

En outre, plus de 20 000 hectares de ces plantations se trouvent dans des terres qui appartiennent au gouvernement de l'État de Bahia (« terras devolutas ») et qui, d'après la Constitution fédérale, devraient être affectées à l'agriculture artisanale dans le cadre d'une réforme agraire.

L'objectif de l'occupation était de sensibiliser la société brésilienne à l'urgence de mettre en branle le processus de la réforme agraire et de dénoncer que le pouvoir de Veracel a provoqué la disparition de plusieurs produits agricoles de base et la concentration de terres au détriment des paysans. Le MST veut discuter de la monoculture d'arbres dans l'État et de la régularisation des « terras devolutas ». « Ces deux dernières années, le gouvernement n'a pris aucune terre pour la réforme agraire », dit Marcio Matos, de la direction étatique du MST, « alors qu'une seule entreprise a ici plus de 20 000 hectares qui devraient servir à éliminer la pauvreté et la famine dans la région ».

Le bureau du ministre de l'Agriculture de l'État de Bahia, à El Salvador, a été occupé aussi le 14 avril, afin de faire pression sur le gouvernement étatique pour qu'il tienne les promesses faites en 2007, y compris l'inspection sur le terrain de zones susceptibles d'être incluses dans la réforme agraire.

La Via Campesina exhorte tout le monde à rejoindre ce 17 avril la lutte pour les droits du paysan (le droit à la terre, aux semences, à l'eau...) en organisant une manifestation, un débat public, la projection d'un film, une exposition de produits alimentaires locaux, une fête, une action directe, un concours de chant, etc. (Pour

adhérer à cette initiative, inscrivez-vous à la liste de distribution correspondante en envoyant un message sans texte à l'adresse :

[http://viacampesina.net/mailman/listinfo/via.17april\\_viacampesina.net](http://viacampesina.net/mailman/listinfo/via.17april_viacampesina.net).)

**[index](#)**

---

## **DECLARATION DU RENCONTRE INTERNATIONALE DU WRM**

### **- Déclaration d'Heredia sur le climat, les forêts et les plantations**

Du 24 au 28 mars 2009, la rencontre internationale du Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales (WRM) a eu lieu sur le thème du 'climat, forêts et plantations' et sa relation avec les communautés locales.

Les participants, provenant de 21 pays différents, ont pu réfléchir, dialoguer et échanger leurs expériences et information. Ils étaient d'accord que le changement climatique est 'la conséquence inévitable d'un système socio-économique et politique qui a transformé la nature et les personnes en marchandises,' que les monocultures 'déplacent les communautés, détruisent les forêts, polluent la planète et accentuent le dérèglement du climat' et que 'La défense du climat, des forêts et des autres écosystèmes aux côtés des peuples est la seule option possible pour l'avenir que nous construisons.'

Les résultats de la rencontre, qui ont mis au premier plan l'engagement à 'formuler notre propre programme, centré sur les besoins et les luttes de nos peuples et destiné à créer et à soutenir un large mouvement social qui cherche à transformer ce système de la base vers le sommet,' ont été inscrites dans la Déclaration d'Heredia, qui est citée ci-dessous:

### **Déclaration d'Heredia sur le climat, les forêts et les plantations Heredia, 28 mars 2009**

Des organisations de la société civile de tous les continents se sont réunies au Costa Rica du 24 au 28 mars pour échanger des expériences, visiter des communautés paysannes, réfléchir et trouver ensemble des propositions à faire au sujet du climat, des forêts et des plantations.

Pendant la première partie de notre rencontre nous nous sommes rendus chez des communautés paysannes de la zone Nord, où nous avons pu vérifier les effets de la monoculture de l'ananas sur leurs territoires, leurs réserves d'eau, leur santé et les écosystèmes de la région, et constater qu'elles continuent de protéger leurs forêts et de les restaurer malgré toutes les agressions qu'elles subissent.

Nous avons pu constater l'imposition d'un modèle agro-exportateur que l'on retrouve sous différentes formes partout dans la planète et qui aboutit à l'actuelle débâcle écologique. Ce modèle exportateur de produits essentiels, qui implique la monoculture, l'emploi intensif de produits chimiques et le transport de la production sur des milliers de kilomètres pour sa consommation dans le Nord opulent, est une des

causes principales de la crise climatique actuelle.

Le Costa Rica se présente au monde comme un pays « vert » qui défend ses forêts et sa diversité biologique ; pourtant, nous avons vérifié que cette image est fautive et qu'elle ne reflète pas la réalité dans laquelle vivent le peuple et l'environnement du pays.

Après deux journées de réflexion sur les causes qui ont mis notre société dans cette situation et sur les propositions que l'on fait dans les sphères officielles, nous souhaitons faire connaître nos conclusions, nos engagements et ce que nous proposons pour faire face au changement climatique.

Notre première conclusion est que le changement climatique est la conséquence inévitable d'un système socio-économique et politique qui a transformé la nature et les personnes en marchandises ; bien qu'il s'agisse d'un des dangers les plus graves auxquels nous serons confrontés à l'avenir, il fait partie d'une série de crises qui se succèdent depuis quelques années.

En deuxième lieu, nous sommes parvenus à la conclusion qu'aucune des solutions proposées par les gouvernements et les Nations unies ne s'attaque vraiment aux causes du changement climatique.

Nous avons conclu que le commerce de crédits du carbone, le système dénommé REDD, le paiement de services environnementaux et tous les mécanismes d'atténuation ou de compensation fondés sur le marché sont des instruments qui, loin d'atteindre l'objectif visé, accélèrent la marchandisation de toutes les formes de vie et donc la destruction de notre planète et l'aggravation du changement climatique. Toutes ces propositions sont autant de « cibles mobiles » qui, en changeant sans cesse, essaient de distraire notre attention des vrais problèmes.

Le commerce mondial et les grandes entreprises ont investi les négociations des Nations unies sur le changement climatique et s'en sont emparés, les transformant en un espace pour la réalisation d'affaires qui ne répondent absolument pas aux besoins et aux mesures qu'il faut prendre d'urgence.

La Banque mondiale, responsable d'avoir financé la destruction de la planète, est en train de s'ériger en leader des négociations sur le climat, où elle propose des modèles commerciaux ratés qui tournent en dérision les tentatives d'affronter la crise climatique.

Les technologies que l'on développe pour répondre au changement climatique, telles que les agrocarburants, de nouvelles variétés de produits transgéniques, le « biochar » ou d'autres du même genre, ne sont pas non plus des solutions véritables. Derrière toutes ces fausses solutions se trouvent les grandes entreprises et les gouvernements complices, devenus de simples facilitateurs de leurs affaires. Ces mêmes gouvernements encouragent la répression et la criminalisation des personnes et des organisations qui résistent à l'imposition des plantations, de la monoculture et de toutes ces solutions fausses.

Pour ces raisons, nous nous sommes engagés à formuler notre propre programme, centré sur les besoins et les luttes de nos peuples et destiné à créer et à soutenir un large mouvement social qui cherche à transformer ce système de la base vers le sommet.

La défense du climat, des forêts et des autres écosystèmes aux côtés des peuples est la seule option possible pour l'avenir que nous construisons. Les femmes jouent un rôle fondamental de leaders dans la quête d'un changement des rapports entre les personnes et avec la nature, où la coopération passe avant la domination et le contrôle.

Nous rejetons les plantations et la monoculture parce qu'elles déplacent les communautés, détruisent les forêts, polluent la planète et accentuent le dérèglement du climat. Tel sera l'un des points principaux de notre programme. Nous affirmons catégoriquement que les plantations ne sont pas des forêts.

Au vu de ce qui précède, nous proposons :

1 – La défense des terres et des territoires et l'opposition à toute forme de concentration de la terre entre les mains de quelques-uns. Nous proposons la mise en œuvre d'une réforme agraire intégrale, à partir de l'intégration solidaire des femmes et des hommes avec leur terre et en protégeant l'eau et la diversité biologique qui nous font vivre. Nous nous opposons fermement aux réformes agraires commerciales proposées par la Banque mondiale, qui ne cherchent que le déplacement des communautés pour occuper leurs territoires. Nous proposons d'avoir avec la terre des rapports respectueux et non agressifs. Nous pensons qu'en défendant le territoire nous défendons notre culture et les rapports que nous avons entre nous et avec la terre.

2 – La souveraineté alimentaire, c'est-à-dire le droit des peuples de prendre toutes les décisions concernant l'agriculture et la production d'aliments. La souveraineté alimentaire commence par la défense des semences locales et des liens avec la nature. Pour être souverains, nous devons produire sur place et de façon diversifiée la plupart des aliments que nous consommons, en harmonie avec la nature ; ainsi, nous pourrions produire des aliments pour tous, tout en « refroidissant » la planète et en combattant le changement climatique. C'est la marche à suivre pour que les peuples et les écosystèmes soient sains et équilibrés.

3 – L'opposition aux mécanismes du marché appliqués au climat. Nous allons dénoncer dans tous les domaines possibles la fausseté des crédits du carbone, le système REDD et toutes les propositions du même genre qui puissent apparaître à l'avenir. Nous nous engageons à expliquer avec clarté dans tous les domaines possibles les raisons pour lesquelles ces mécanismes ne pourront jamais être la solution à la crise climatique actuelle.

Pour atteindre ces objectifs, nous organiserons des activités de coordination et de soutien :

– L'éducation et la sensibilisation par la production de matériel éducatif, audiovisuel ou



autre qui permette d'élargir le nombre des personnes conscientes du problème.

– Des études de cas destinées à documenter les effets du changement climatique et les fausses solutions et à accompagner les revendications des communautés affectées.

– La formation d'alliances avec tous les mouvements sociaux qui contestent ce système socio-économique : organisations paysannes, peuples autochtones, organisations de femmes, organismes de défense des droits de l'homme, syndicats, etc.

– Le soutien des mouvements de personnes affectées par le changement climatique pour les aider à se faire entendre et à améliorer leurs stratégies de survie.

– Le travail coordonné et solidaire aux plans local, national et international.

Nous retournons dans nos pays respectifs après nous être identifiés avec le peuple du Costa Rica dans sa lutte contre les traités de libre-échange et pour la défense de la diversité biologique, l'eau, la production en harmonie avec la nature et un monde juste et solidaire.

[index](#)

---

## PLUS DES PLANTATIONS

### **-- Un cas d'ignorance délibérée : la FAO et les plantations industrielles d'arbres**

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture œuvre depuis longtemps en faveur de l'industrie des plantations. L'une des stratégies utilisées par la FAO pour encourager la prolifération de la monoculture consiste à prétendre que les plantations industrielles d'arbres sont des forêts.

En décembre 2008, le Journal des produits forestiers a publié le rapport *Wood from planted forests : a global outlook 2005-2030* (Le bois des forêts plantées : panorama mondial 2005-2030), rédigé par Jim Carle et Peter Holmgren, deux experts forestiers de la FAO. Le rapport répète le mythe que les plantations sont des forêts, comme si, à force de le répéter, ce mythe pouvait devenir miraculeusement une vérité.

Carle et Holmgren semblent être si sûrs de ce qu'ils affirment qu'ils ne se donnent pas la peine de lire ce qui pourrait les contredire. La bibliographie qu'ils citent n'inclut aucun des très nombreux rapports, articles ou vidéos qui documentent l'impact écologique et social des plantations industrielles d'arbres. En revanche, ils tirent leurs preuves de sources favorables à l'industrie triées sur le volet.

« Les forêts plantées ont une fonction importante », écrivent Carle et Holmgren, « elles jouent un rôle économique et social bénéfique dans l'éradication de la pauvreté dans les pays en développement et dans les pays industrialisés où des groupes marginalisés et des peuples autochtones ont été préalablement exclus des bénéfices des processus de développement ». La source de cette affirmation est un livre publié



en 2005 par l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED).

Il y a un an, l'IIED a publié un autre rapport sur les plantations industrielles d'arbres en Afrique du Sud, qui parvient à une conclusion très différente : « les emplois créés par les contrats forestiers n'arrivent pas à sortir la grande majorité des travailleurs forestiers, et surtout des femmes, de la pauvreté chronique, ni à les empêcher de s'appauvrir encore davantage ». Carle et Holmgren sont au courant de ce rapport ou, du moins, ils devraient l'être. Je le leur ai envoyé en juin 2008, leur demandant ce qu'ils en pensaient. Comme ils n'ont pas répondu je le leur ai envoyé de nouveau en septembre 2008, mais leur attitude à l'égard de tout ce qui contredit leurs conclusions prédéterminées est simple : ils l'ignorent.

L'une des sources qu'ils citent est un rapport publié en 2003 par le Centre pour la recherche forestière internationale, *Fast Wood Forestry : Myths and Realities*. Ce rapport signale que l'argument selon lequel les plantations industrielles d'arbres à croissance rapide réduisent l'exploitation des forêts naturelles « est très tendancieux », et précise que « cela est peut-être vrai dans un petit nombre de pays – les plus fréquemment cités étant la Nouvelle-Zélande et Sri Lanka – mais rien ne prouve que les plantations d'essences à croissance rapide aient contribué ailleurs à soulager la pression sur les forêts naturelles ».

Si Carle a lu ceci, il ne l'a pas compris. « Les forêts plantées peuvent diminuer, jusqu'à un certain point, l'exploitation des forêts indigènes », dit-il dans une vidéo publiée sur le site internet de la FAO. « Il existe de nombreux exemples de pays qui ont adopté des programmes de développement des forêts plantées et où 90 à 100 pour cent de leur production de bois rond provient maintenant de ces forêts. Et ils ont mis de côté leurs forêts indigènes surtout pour la conservation, l'aménagement de zones protégées, des parcs nationaux, des réserves et des activités récréatives ».

Carle ne dit pas de quels pays il parle. Il ne dit pas non plus que l'expansion des plantations industrielles d'arbres a lieu dans les pays du Sud pour répondre à la surconsommation du Nord. Il ne décrit pas la destruction massive des forêts indonésiennes pour alimenter les usines de pâte et de papier. Ces dernières années, les plantations industrielles d'arbres du Brésil se sont développées plus vite que dans la plupart des pays. Or, le taux de déboisement du Brésil est aussi parmi les plus élevés du monde. Cela ne veut pas dire que les plantations sont la cause du déboisement, mais montre que les plantations n'ont pas diminué l'exploitation des forêts naturelles. Quand on élimine des forêts pour les remplacer par des cultures agricoles, comme dans le cas du Brésil, il est difficile de voir comment les plantations d'arbres pourraient réduire le déboisement. Quelqu'un qui travaille pour une organisation dont le nom inclut les mots « alimentation » et « agriculture » devrait sans doute être capable de le comprendre.

En septembre 2008, Raquel Núñez, du Mouvement mondial pour les forêts tropicales, a rencontré les fonctionnaires de la FAO Jim Carle, Peter Homgren et José Antonio Prato et leur a remis une déclaration intitulée « Les plantations d'arbres en régime de monoculture ne sont pas des forêts ». Cette déclaration, signée par plus d'une centaine de professionnels et d'étudiants en foresterie de 29 pays, énumère quelques-uns des effets négatifs des plantations, dont la diminution de la diversité biologique, la

modification du régime hydrique, la réduction de la production alimentaire, la dégradation du sol, la disparition des cultures autochtones et traditionnelles, les conflits avec les entreprises forestières, la baisse de l'emploi, l'expulsion de la population rurale et la destruction du paysage naturel. Mais Carle et Holmgren sont tout à fait cohérents : ils ont ignoré cette déclaration.

Sur le site web de la FAO, le communiqué de presse concernant le rapport « Le bois des forêts plantées » est illustré par une photo des plantations d'eucalyptus de Veracel au Brésil. La légende dit : « Production industrielle de bois rond provenant de forêts plantées, Brésil ». Il ne reste aucun doute que les « forêts plantées » dont parle la FAO sont en fait des plantations industrielles d'arbres. La FAO ne dit rien sur l'impact des plantations de Veracel.

En revanche, une publication récente de l'ONG brésilienne CEPEDS constate les effets des plantations de Veracel sur l'eau, l'environnement, les travailleurs et la population rurale. La CEPEDS rapporte les paroles d'un travailleur rural : « Je me sens attaqué d'avoir à vivre en face de cette 'mer d'eucalyptus'. Jour après jour, je vois que nos ruisseaux, nos étangs et nos sources s'épuisent... Tout ce qui nous reste c'est la nostalgie de la beauté de cet endroit, son parfum, ses couleurs, le vol des oiseaux ».

Au lieu de persister à ignorer l'évidence, la FAO devrait écouter ceux qui vivent avec les conséquences des plantations. Cette ignorance délibérée doit cesser.

Chris Lang, <http://chrislang.org>

[index](#)

---

## **-- Le FSC : de plus en plus seul sur le chemin de la certification des plantations d'arbres**

Jusqu'à l'année dernière, le Forest Stewardship Council avait certifié 8,6 millions d'hectares de plantations industrielles d'arbres, en dépit des nombreuses preuves de la non-durabilité écologique et sociale des grandes plantations d'arbres en régime de monoculture.

Conscientes du fait que le label FSC servait surtout à donner une façade écologiste aux grandes entreprises, les ONG se sont retirées l'une après l'autre de cet organisme international de certification devenu de moins en moins crédible.

Cette fois, c'est l'organisation écologiste allemande Robin Wood qui a quitté le FSC International, après en avoir été membre pendant plus de douze ans. Comme ils l'expliquent, la raison de cette décision « est surtout que les plantations industrielles, par exemple les plantations d'eucalyptus, reçoivent elles aussi le label du FSC ». « Robin Wood ne trouve pas justifiable que les énormes plantations de pins et d'eucalyptus établies dans des pays du Sud tels que le Brésil, l'Afrique du Sud ou l'Uruguay, portent le sceau du FSC. L'expansion de ces plantations provoque souvent le déplacement de la population locale de son espace de vie traditionnel, ce qui se traduit à son tour par des conflits sociaux considérables. En outre, dans ces plantations

on utilise des produits et des fertilisants chimiques. Par conséquent, du point de vue de Robin Wood elles ne sont pas compatibles avec l'écologie ni avec la justice sociale », affirme le communiqué de presse de l'organisation.

« Nous ne souhaitons plus être responsables du fait que le FSC cache derrière une 'feuille de vigne verte' la monoculture industrielle », explique Peter Gerhardt, responsable des forêts tropicales chez Robin Wood.

Source : "ROBIN WOOD leaves FSC-International", communiqué de presse de Robin Wood, Hambourg, 16 mars 2009. Pour en savoir plus veuillez contacter Peter Gerhardt, [tropenwald@robinwood.de](mailto:tropenwald@robinwood.de), ou Rudolf Fenner, [wald@robinwood.de](mailto:wald@robinwood.de).

**[index](#)**

---

### **– Nouveaux outils d'information du WRM**

Le WRM vient de publier (en anglais) quatre nouveaux documents d'information destinés à faciliter l'action. "**Ethanol from cellulose: A technology that could spell disaster**" concerne la nouvelle technologie qui vise à transformer la cellulose des végétaux en carburants de divers genres, dont l'éthanol liquide qui pourrait remplacer l'essence dans les transports. Le document examine le rôle que jouent l'industrie de la pâte et du papier et d'autres acteurs et les principaux dangers que cela comporte : prolifération et intensification du déboisement, expansion accélérée de la monoculture d'arbres, arbres génétiquement modifiés, davantage de pouvoir pour les entreprises qui deviendront encore plus grandes et concentrées.

Les plantations d'eucalyptus, de palmiers à huile, de caoutchoutiers et de jatroches sont en train d'envahir les terres et les forêts des communautés dans les pays de la région du Mékong (Birmanie, Cambodge, Chine, Laos, Thaïlande et Vietnam). "**Regional perspectives on plantations: An overview on the Mekong Basin**" décrit les graves répercussions écologiques et sociales de ces plantations, à un endroit où les gens ont toujours considéré les forêts et les rivières comme des lieux de chasse, de pêche et de cueillette, où la terre donne du riz et des produits agricoles variés et où la population trouve un foyer. À présent, des investisseurs avides se jettent sur cette région pour l'exploiter, s'enrichir et emporter l'argent chez eux. Pourtant, la résistance de la population se fraie le chemin en dépit de situations politiques difficiles.

Dans le Sud de l'Afrique, les plantations d'arbres se concentrent en Afrique du Sud et au Swaziland et commencent à s'étendre au Mozambique. "**Regional perspectives on plantations: An overview on Southern Africa**" concerne l'industrie de la plantation d'arbres dans cette région où dominent deux grandes entreprises sud-africaines de la pâte et du papier (Mondi et Sappi), et passe en revue les formes d'opposition à ces plantations dans chaque pays.

Les plantations de palmiers à huile et de caoutchoutiers en Afrique tropicale ont des conséquences sociales et environnementales très semblables à beaucoup d'égards ; entre autres choses, elles accaparent de vastes étendues de terres qui ont toujours été utilisées par des populations autochtones ou paysannes pour leur subsistance.

## **“Regional perspectives on plantations: An overview on Western and Central Africa”**

porte sur un aspect qui différencie ces deux types de plantations: tandis que l'hévéa est une essence exotique introduite par les autorités coloniales, dans beaucoup de pays d'Afrique occidentale le palmier à huile est une espèce indigène qui appartient à la culture de la population. Celle-ci a donc du mal à comprendre pourquoi cette espèce peut avoir une incidence négative quand on la plante à l'échelle industrielle. Néanmoins, on retrouve chez ceux qui habitent à proximité de ces plantations de nombreuses formes de résistance « anonyme », spontanée et individuelle.

**index**

---

**Bulletin mensuel du Mouvement mondial pour les forêts**

**Ce bulletin est maintenant disponible également en espagnol, en portugais et en anglais**

**Éditeur: Ricardo Carrère**

**Secrétariat International**

**Maldonado 1858, Montevideo, Uruguay**

**Mel: [wrm@wrm.org.uy](mailto:wrm@wrm.org.uy)**

**Site internet: <http://www.wrm.org.uy>**

